



# La France menace de soutenir une intervention au Mali

Par [Johannes Stern](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2012

[wsws.org](#) 13 avril 2012

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Militarisation](#)

Au milieu de combats continus dans la République africaine du Mali, la France, les États-Unis et leurs principaux alliés dans la région saisissent l'opportunité politique pour soutenir une intervention militaire dans le pays.

Le 6 avril, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) a déclaré unilatéralement et « irrévocablement » l'indépendance de la région d'Azawad, au Mali du Nord, de la République du Mali. Les rebelles touaregs se sont organisés au sein du MNLA et le groupe islamiste Ansar Dine a pris contrôle du Mali du Nord défavorisé après que des combattants touaregs bien armés soient entrés dans le pays par la Libye, où ils avaient combattu pour le régime libyen évincé du défunt colonel Mouammar Kadhafi.

Les Touaregs revendiquent l'autonomie depuis que le Mali est devenu indépendant de la France en 1960. La déclaration d'indépendance signée par le dirigeant du MNLA Bilal Ag Acherif prétend reconnaître toutes les frontières existantes ainsi que la Charte des Nations Unies et créer les conditions pour une paix durable et un État démocratique.

La déclaration d'indépendance a été immédiatement rejetée par l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la France et les États-Unis. Le groupe Ansar Dine, accusé d'avoir des liens étroits avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), s'est également opposé à la déclaration, déclarant qu'il souhaite l'imposition de la charia au Mali.

La prise de contrôle du Mali du Nord par les Touaregs et la déclaration d'indépendance surviennent après un coup d'État militaire au Mali le 22 mars, dirigé par le capitaine Amadou Sanogo. Sanogo, qui a reçu une formation militaire aux États-Unis entre 2004 et 2010, a pris le pouvoir après des semaines de protestations contre le gouvernement d'Amadou Toumani Touré et sa gestion de la rébellion touareg.

Le 1er février, des épouses et mères de soldats tués dans les combats entre l'armée malienne et les rebelles du MNLA ont manifesté, accusant le gouvernement « d'envoyer leurs hommes à l'abattoir sans préparation ou équipement adéquat ». Bien que la justification du coup d'État ait été une prétendue mauvaise gestion de la rébellion touarègue par Touré, l'armée malienne a perdu le contrôle de toute la partie nord dans les dix premiers jours de la gouvernance de Sanogo.

Les puissances impérialistes, surtout la France et les États-Unis, ont cherché à élaborer un mécanisme pour sauvegarder leurs intérêts stratégiques et économiques au Mali et dans la

région plus vaste du Sahel.

Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a annoncé que la France pourrait fournir un soutien logistique aux forces d'intervention de la CEDEAO au Mali, qui ont été rapidement mises en place après le coup d'État pour « protéger l'unité et l'intégrité territoriale du Mali ». Washington a appuyé plusieurs interventions militaires menées par la CEDEAO dans le passé, incluant au Liberia dans les années 1990 et au Sierra Leone en 1997.

La CEDEAO est menée par la Côte d'Ivoire et le Sénégal, qui sont tous deux des alliés de la France, la vieille puissance coloniale de la région. La France a des garnisons dans les deux pays et est intervenue en Côte d'Ivoire en 2011 afin d'appuyer le départ de Laurent Gbagbo et son remplacement par Alassane Ouattara.

Ouattara, qui est maintenant le président de la CEDEAO, a dit que lui et ses alliés ont l'intention « d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour bloquer cette rébellion et pour restaurer l'intégrité territoriale du Mali. C'est le devoir de la sous-région. »

La CEDEAO et ses alliés occidentaux ont appliqué une pression énorme sur Sanogo dans les deux dernières semaines afin de remettre le pouvoir à un « ordre constitutionnel ». Le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont imposé un embargo complet sur le Mali et les autres pays de l'Afrique de l'Ouest ont imposé de rudes sanctions diplomatiques et économiques sur ce pays, dont la coupure de son approvisionnement en électricité. L'un des pays les plus pauvres du monde, le Mali est fortement dépendant de l'aide étrangère.

En raison de l'embargo, Sanogo s'est retiré le 8 avril, cédant sa place à une autorité transitoire d'unité nationale dirigée par le parlementaire Dioncounda Traoré. Traoré, un allié du président déchu Touré, a été président de l'Assemblée nationale du Mali depuis 2007. Touré avait lui-même remis une lettre de démission, disant qu'il avait agi « sans aucune pression », pavant ainsi la voie pour des élections qui devraient se tenir en mai.

Il semble que la pression exercée par la CEDEAO, la France et les États-Unis sur la junte visait à créer l'unité parmi l'armée malienne et l'élite dirigeante afin de créer les conditions pour une action militaire contre le nord. Lorsque Sanogo a lu l'accord qui confirmait sa démission, le premier ministre du Burkina Faso voisin, Djibril Bassolé, se tenait à ses côtés. L'accord a offert l'immunité complète à Sanogo et aux soldats qui ont participé dans le coup d'État.

Amadou Koita, le chef d'un groupe de militaires qui se sont opposés au coup d'État, a accueilli le retour à l'ordre constitutionnel et a fait référence à un élément positif du coup d'État. Il a dit au quotidien *Libération* : « Aujourd'hui, il est temps pour l'armée d'entreprendre la reconquête du nord et de traquer les forces rebelles et les islamistes. Le coup d'État est un sursaut salutaire pour prendre compte de la situation au nord. » Un haut représentant de la CEDEAO a confié au journal *The Guardian* que la démission des dirigeants du coup d'État était le dernier obstacle sur le chemin d'une offensive militaire au nord : « Nous en sommes aux derniers préparatifs d'une intervention; celle-ci se concrétise... De nombreux pays ont offert leur aide, dont les États-Unis et la France. »

Les plans d'intervention au Mali du Nord représentent une autre escalade de l'intervention impérialiste dans la région. La France et les États-Unis ont été les forces motrices derrière la guerre de l'OTAN contre la Libye qui a provoqué la crise au Mali. Les deux pays impérialistes

profitent maintenant de la situation pour préparer la prochaine intervention qui viendrait déstabiliser davantage toute la région du Sahel et qui, comme ce fut le cas en Libye, entraînerait la mort de dizaines de milliers de personnes.

L'intervention franco-américaine vise une région – le Sahara et le Sahel – qui était une cible des complots impérialistes français vers la fin de la guerre d'Algérie. Elle contient de nombreuses ressources énergétiques importantes comme le gaz et l'uranium. On trouve surtout ce dernier dans les régions touarègues en Libye, au Niger et au Mali du Nord. Le système d'énergie nucléaire et le programme d'armes nucléaires de la France dépendent de l'uranium extrait de cette région.

Mardi, un éditorial publié dans le quotidien français *Libération* s'est plaint cyniquement que « l'Afrique est complètement absente des campagnes électorales particulièrement égocentriques de la France. Ce sera la responsabilité du prochain président de faire tout ce qu'il peut pour sauver le Mali et sa fragile démocratie. »

L'Algérie, qui a dû payer le prix fort pour le colonialisme français dans la région, a prévenu que « la situation est très, très inquiétante ». Le premier ministre Ahmed Ouyahia a affirmé que toute intervention militaire étrangère finirait par « perdre le contrôle. Chaque fois qu'un acteur étranger joue un rôle de premier plan, il est inévitable qu'il perde le contrôle, immédiatement ou six mois plus tard. »

Article original, [WSWS](#), paru le 10 avril 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)  
Copyright © [Johannes Stern](#), [wsws.org](#), 2012

---

Articles Par : [Johannes Stern](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)